

Un nombre croissant d'investisseurs préoccupés par les apparentes contradictions de General Motors exigent des divulgations sur ses activités de lobbying.

Une proposition réclamant des divulgations sur les activités de lobbying de General Motors a reçu un soutien de 29 %.

NEW YORK (NY) - 29 % des investisseurs ont voté en faveur d'une résolution d'actionnaires exigeant que General Motors (GM) divulgue ses pratiques de lobbying, désavouant ainsi l'entreprise pour son soutien aux efforts de dégradation des normes définissant les véhicules propres. Ce résultat démontre également les préoccupations croissantes des investisseurs à propos du décalage entre les pratiques de la société et ses promesses affichées publiquement sur la question du climat.

[La proposition](#), déposée par le contrôleur de la ville de New York, Scott Stringer, demandait à GM de dévoiler ses procédures et politiques, ainsi que son budget et son processus de décision et de suivi en matière de lobbying. M. Stringer a soumis la proposition à l'issue d'une année au cours de laquelle GM a effectué du lobbying, en direct et par l'intermédiaire de son association sectorielle, pour alléger les normes automobiles américaines visant la consommation de carburant (« Corporate Average Fuel Economy ») et les gaz à effets de serre. L'entreprise a effectivement défendu un retour à des normes moins contraignantes, tout en défendant publiquement une action en faveur du climat et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. De nombreux investisseurs craignent que cette contradiction expose la société à des risques significatifs préjudiciables à ses actionnaires.

« Lorsqu'une entreprise exprime un certain point de vue en public pour faire le contraire derrière des portes closes, elle se met dans une situation dangereuse et expose ses actionnaires. C'est exactement ce qu'a fait GM. En matière de changement climatique et de normes d'émissions, il s'agit de notre planète et de notre avenir », a déclaré le contrôleur de la ville de New York, Scott M. Stringer. « Le lobbying doit se faire de façon transparente et donner lieu à des divulgations annuelles aux actionnaires, sans contrevvenir à l'Accord de Paris. Nous comptons sur la collaboration de GM afin que la situation évolue favorablement. »

Durant la période qui a précédé l'assemblée annuelle de General Motors, 18 investisseurs majeurs représentant un actif sous gestion de près de 2 billions \$ ont exprimé, dans une lettre envoyée au chef de la direction [plus tôt ce mois-ci](#), leurs inquiétudes à l'égard des efforts de la société visant à dégrader les normes fédérales sur les véhicules propres. Ils ont décrit les risques auxquels la société s'était exposée au détriment de ses actionnaires, en raison de ses activités de lobbying, en favorisant notamment une baisse de la concurrence mondiale, l'émergence d'incertitudes réglementaires et le

développement de menaces systémiques liées au changement climatique, sans compter les risques judiciaires et d'image pour sa propre marque.

« Les investisseurs ont un intérêt direct dans la réussite à long terme du secteur automobile américain », a déclaré Jamie Bonham, directeur, Engagement des sociétés chez Placements NEI. « En s'opposant à des normes antipollution strictes pour les automobiles, les sociétés comme GM amoindrissent la capacité du secteur à demeurer concurrentiel dans un monde qui évolue vers des véhicules propres. Ce résultat témoigne du soutien croissant des investisseurs aux actions en faveur du climat et de leur tolérance de plus en plus faible à toute contradiction susceptible de dégrader la valeur de leurs actifs. »

De nombreux investisseurs de premier plan s'intéressent aux pratiques de lobbying des sociétés par l'intermédiaire de l'initiative [Action Climat 100+](#) et demandent à General Motors, ainsi qu'à 160 autres sociétés, d'améliorer leur gouvernance à ce sujet, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et de renforcer les divulgations financières liées au climat.

À propos du contrôleur de la ville de New York

En vertu de la loi, le contrôleur de la ville de New York, Scott M. Stringer, agit comme dépositaire et conseiller en placement des cinq fonds de pension du régime de retraite de la ville de New York qui concernent près de 700 000 bénéficiaires ainsi que leur famille et représentaient en février 2019 un actif sous gestion cumulé d'environ 197 milliards \$.

À propos de Placements NEI

Placements NEI est un gestionnaire d'actifs canadiens mobilisé à offrir des solutions de placement ciblées qui bénéficient des conseils des meilleurs gestionnaires de portefeuille indépendants de leur catégorie. La gestion rigoureuse et active de NEI se concentre depuis longtemps sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, instaurant avec les sociétés des dialogues ciblés visant à créer durablement de la valeur. NEI est entièrement détenue par Patrimoine Aviso, une société de services financiers intégrée d'envergure nationale cumulant un actif de plus de 60 milliards \$. Pour de plus amples renseignements, consultez le site www.PlacementsNEI.com.

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

Kira Smylie
Directrice des relations publiques, Patrimoine Aviso
Courriel : ksmylie@neiinvestments.com
Tél. : 416-933-6263

Amie Lauder
Consultante principale, Cabinet de relations publiques NATIONAL
Courriel : alauder@national.ca
Tél. : 416-586-1943

NEI